

# LIONEL ZINSOU

Co-président de la Fondation AfricaFrance ; Ancien Premier ministre du Bénin ; Ancien président, PAI Partners

## Sean CLEARY

Nous avons gardé deux Premiers ministres pour la fin du programme, de façon à pouvoir passer à un autre discours et proposer des solutions. Je m'adresse maintenant à notre bon ami Lionel Zinsou pour conclure ces présentations.

## Lionel ZINSOU

Thank you very much and good morning. I have discovered that Senegal was an English-speaking country now, so I decided that, as a Benin citizen, I will speak French. Notre sœur Aminata me dispense de faire la première partie afro-optimiste, puisqu'elle nous a donné les raisons statistiques, immédiates et futures de considérer, qu'au moins, il n'y a pas de suspense sur le fait que le potentiel du continent est en train de s'exprimer. Je l'en remercie et je suis absolument sur la même ligne. Je remercie également Monsieur le Président du Conseil Economique, Social et Environnemental, que je remercie d'ailleurs au nom de tous les participants pour l'accueil exceptionnel du Maroc, pour la troisième fois, de cette conférence à Marrakech. Vous avez parlé de dividendes de l'intégration à venir. Je crois que c'est en effet un des moteurs très importants.

Vous l'avez présenté d'une façon un petit peu dramatique en disant : « Nous ne faisons que 12 % de nos échanges entre nous. » Cela dépend un peu des parties de l'Afrique. L'Afrique de l'Est va très vite, elle est un peu au-dessus de 20 %. L'Afrique de l'Ouest de l'UMOA progresse aussi assez vite, elle est un peu au-dessus de 15 %. Il faut avoir en tête que l'ensemble du continent représente 3 % de l'ensemble des flux d'importation et d'exportation du monde. Lorsque nous faisons 20 % entre nous, pour un continent qui fait 3 % du commerce mondial, on est déjà en surpondération par rapport à ce qu'on représente.

Une chose m'a frappé dans les trois discours de nos collègues, ce sont les effets de volumes extraordinaires sur l'Afrique qu'il faut avoir en tête. Vous l'avez dit : 1,2 milliard d'habitants qui vont devenir 2 milliards. C'est-à-dire que, ce que l'Europe a fait en un siècle - elle a doublé sa population au XVIIIe siècle - on va le faire en une génération. Personne ne l'a jamais fait. La Chine ne l'a jamais fait. Il y a donc des effets de volumes qui sont extraordinaires. Nous nous ajoutons un pays par an. Nous sommes 55, mais chaque année, nous nous ajoutons 25 millions de nos enfants.

Nous nous ajoutons un Sénégal, plus une Mauritanie, plus une Gambie chaque année, là où l'Europe se réduit de deux ou trois Slovaquie par an. Notre géographie est dynamique, mais les volumes sont tout à fait étonnants. Les 2 500 milliards que vous avez commentés, Cheikh Tidiane, en parité de pouvoir d'achat, doivent être multipliés par un facteur 3. Nous sommes devant quelque chose qui est une dynamique, et je salue le Président et Directeur général de l'AFD qui a développé ce thème. Nous sommes devant une dynamique qui, exprimée en parité de pouvoir d'achat et pas simplement au taux de change courant, est quand même une réalité volumétrique très, très importante.

Je voudrais insister sur le fait que ce développement africain est beaucoup plus endogène que ce qu'on croit d'habitude. Par exemple, les flux directs d'investissement sont fondamentaux, qualitativement et même quantitativement. L'un dans l'autre, ils représentent 5 % du PIB du continent par an. Le continent est, après l'Asie et loin devant l'Europe, et évidemment le Japon, et encore plus évidemment les Etats-Unis, un continent de forte épargne et de forts investissements. On investit et on épargne en Afrique plus que dans tous les autres continents, sauf en Asie. La moyenne du taux d'investissement des ménages et des entreprises, et des investissements publics en Afrique, c'est 25 % du PIB. Il faut donc rapporter ces 5 % de flux annuel d'investissements directs étrangers au total de l'investissement qui est 25 % du PIB.

L'épargne en Afrique est endogène, l'investissement aussi. La croissance est tirée à 75 %, comme dans toutes les économies, par de la consommation interne des ménages, des entreprises et des administrations, mais massivement par les ménages. Nous sommes devant une croissance très largement endogène. Après la crise de 2008-2009, l'Europe retombait en récession au deuxième semestre 2011 jusqu'à la fin du premier semestre 2013. L'Afrique, ayant été la moins touchée des continents par cette crise, a progressé régulièrement en niveau de valeur ajoutée, de PIB, en 2010, 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015, jusqu'à la crise pétrolière.

Je voudrais quand même insister sur le fait que ce phénomène est endogène et très largement découplé, y compris de la conjoncture de l'Europe. C'est évidemment un partenaire important, puisque c'est le premier acheteur, le premier fournisseur, le premier investisseur, le premier bailleur d'aide et le premier siège de nos migrants, qui sont une force très importante d'importation d'épargne. C'est un point à ne pas oublier : oui, l'Afrique a besoin de l'épargne de l'extérieur, quand bien même les trois quarts de l'épargne qu'elle mobilise sont d'abord de l'épargne afro-africaine. Elle a besoin de l'épargne de l'extérieur.

Cette épargne de l'extérieur vient en partie, presque à hauteur des mêmes flux que l'aide publique au développement, de ses migrants. Cette contribution des *remittances* est aujourd'hui très importante. Je parle dans un pays, le Maroc, où c'est une quote-part du PIB particulièrement importante. C'est à ne pas oublier : dans l'épargne de l'extérieur, il y a l'épargne de nos migrants et le rôle fondamental de nos diasporas, qui n'est pas si différent de ce qu'on a observé en Europe de l'Est ou en Chine. C'est un rôle extrêmement actif et très important. Cette épargne, qui est à la fois domestique et de l'extérieur, est très importante pour nous. Ce que je voudrais dire, c'est que c'est d'abord un phénomène endogène et c'est important de le garder à l'esprit.

Mais comme nous avons tous été des responsables de l'exécutif, pour moi de façon très éphémère, nous avons en commun un certain nombre de problèmes. Nous avons un problème de marché du travail, car nous ne savons pas faire rentrer les 25 millions d'enfants qui nous naissent sur le marché du travail 20 ans après. Au Sénégal, on dit : « C'est de la faute d'Aminata »; au Bénin, on dit : « C'est de la faute de Lionel Zinsou ou de Thomas Boni Yayi ». Je ne sais pas ce qu'on dit au Maroc. En vérité, ce sont tous les gouvernements, car nous avons une croissance qui est extrêmement intensive en capital et très peu intensive en travail. C'est pour cela que nous avons besoin, Monsieur le Directeur général de l'AFD, du système d'aides publiques, notamment le système multilatéral qui est menacé par l'abstention américaine.

Le fait que les Etats-Unis croient moins au multilatéralisme est pour nous un problème très sérieux qu'on va ressentir à la Banque mondiale, à la BAD. C'est vraiment très important. Et c'est probablement aussi une chance pour les Européens. Une chose vraiment très importante, c'est que nous avons des besoins plus intenses en capital que n'importe quel continent au monde. L'agriculture est ce qui consomme le plus de capital en termes de coefficient, par rapport au chiffre d'affaires réalisé, suivi par l'énergie, suivi par l'eau, suivi par l'ensemble des infrastructures. Par définition, tout dollar que nous investissons en Afrique crée moins d'emplois que si on l'investissait en Europe.

C'est comme ça que le Sénégal a 7 % de croissance et le Bénin, 5 % de croissance tous les ans, depuis maintenant un certain nombre d'années, mais que nous ne créons pas d'emplois nets pour nos jeunes, alors qu'un pays comme la France les crée à 1,5 % de croissance. Pourquoi ? Parce que la France a un modèle qui est riche en emplois et nous avons un modèle qui est, de capital, très pauvre en emplois et qui va le rester tant qu'on crée toutes nos infrastructures. Je termine là, Monsieur le Président, pour vous dire que nous avons un modèle unique, où la croissance ne résout pas nos problèmes d'emploi. Vous imaginez ce que serait une Europe en surchauffe absolue, qui ferait les 7 % de croissance du Sénégal ? Vous imaginez même une Europe qui ferait les 5 % de croissance du Bénin ? Et je ne parle pas des 8,5 % du Ghana, de la Côte d'Ivoire et de l'Éthiopie.

Mais nous avons une croissance sans emploi qui va demander une politique extrêmement ciblée sur l'entrepreneuriat, sur la transformation de l'informel en quelque chose de plus productif. Il s'agit d'un modèle à inventer, parce que la croissance sans emploi est notre lot commun. Nous avons également un problème d'urbanisation tout à fait extraordinaire, parce que quand les Européens et même la Chine développent leur urbanisation, qui est un grand facteur de croissance, ils vident leurs campagnes et remplissent leurs villes. Nous allons créer une Europe à l'intérieur de l'Afrique en une génération, c'est-à-dire que nous allons nous ajouter 500 millions d'urbains. Dans le même temps, nous allons, de Tambacounda à Parakou, avoir des campagnes de plus en plus peuplées.



Car à notre niveau de croissance démographique, nous avons à la fois une urbanisation très forte, un exode rural qui peut poser des problèmes politiques et sociaux de stabilité, et des campagnes qui se remplissent beaucoup plus que dans le passé. Elles ne se vident pas. Nous avons donc à assurer une urbanisation maîtrisée et un équilibre ville/campagne dans lequel il faut bien que vous compreniez que la pression est de plus en plus forte. Il y a des secteurs où il n'y a pas d'électricité, pas d'accès à l'eau, comme le disait Cheikh Tidiane, pas d'accès à certaines infrastructures sociales fondamentales. C'est pour ça que Cheikh Tidiane est légèrement plus pessimiste qu'Aminata et moi, puisque lui s'occupe de paix et de sécurité.

Notre modèle de très forte croissance non inclusive, demande maintenant beaucoup d'imagination, pour arriver à résoudre ces problèmes d'anomie ville/campagne, de marché du travail, de réduction de la pauvreté qui ne se fait pas. Notre modèle est dangereux, politiquement et socialement, il n'est pas dangereux économiquement. Si vous voulez vous enrichir en dormant, placer en Afrique, dans le foncier, dans l'immobilier, dans énormément de secteurs, dans les biens de consommation, dans les matériaux de construction. Nous n'avons aucun suspense économique, mais nous avons un suspense politique et social, parce que notre modèle ne résout spontanément aucun de nos problèmes sociaux si on ne fait pas des politiques extrêmement adaptées à cette contrainte particulière.